



de la Mayenne

CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org
Facebook : @ceasmayenne

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par
messagerie électronique aux seuls
adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Virginie Amirbacasse,
Claude Guioillier,
Nathalie Houdayer.

BELLE ANNÉE



Société

Pauvreté et risque de pauvreté perçus Une inquiétude grandissante envers l'avenir

Dans *Études & Résultats* n° 1195 de juillet 2021, Raphaël Lardeux, Adrien Papuchon et Claudine Pirus (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques – Drees) abordent les répercussions sociales de la crise liée à la Covid-19, entre fin 2019 et fin 2020 ⁽¹⁾.

Dans le contexte de la crise sanitaire, le niveau de préoccupation vis-à-vis du chômage et de la pauvreté en France reste stable, mais « *l'inquiétude au sujet de leur évolution future a augmenté* ». En outre, les Français font état d'une incertitude plus fréquente – sur le plan financier notamment.

Entre fin 2019 et fin 2020, le Baromètre d'opinion de la Drees révèle des répercussions sociales notables : « *Le chômage a augmenté, les rémunérations des personnes en activité partielle et celle des travailleurs indépendants ont été affectées et la situation des jeunes – étudiants et travailleurs – s'est dégradée* ».

Les chercheurs interrogent la façon dont la crise sanitaire a influé sur la perception des Français quant à leur situation, leur degré de vulnérabilité sociale ⁽²⁾ et leur « *appréciation de la société à court et moyen termes* ». Aussi s'agit-il d'évaluer et de mettre en évidence « *le sentiment de pauvreté* » relatif à la manière dont les personnes définissent leur propre situation.

Le sentiment d'être pauvre ou de risquer de le devenir est accru chez les jeunes

Comme en 2019, quatre personnes sur dix se disent « *très préoccupées* » par le chômage et la pauvreté. Les familles monoparentales sont plus fréquemment « *très inquiètes* » à propos de ces sujets ; c'est le cas de la moitié d'entre elles, contre environ quatre sur dix des couples (avec ou sans enfant) ou des personnes seules.



(1) – « Un sentiment de pauvreté en hausse chez les jeunes adultes fin 2020 » (7 pages). Les données explorées proviennent du Baromètre d'opinion de la Drees réalisé du 19 octobre 2020 au 4 janvier 2021, soit sept mois après le début du premier confinement. Dans le cadre de cette édition, 4 002 personnes âgées de 18 ans ou plus et résidant en France métropolitaine ont été interrogées. Chaque année et depuis 2000, le Baromètre d'opinion de la Drees suit l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale, ainsi que sur les inégalités et la cohésion sociale.

(2) – La « vulnérabilité sociale », la « pauvreté perçue » et « le sentiment de pauvreté » sont des indicateurs qui tiennent compte des déclarations des répondants, faisant de la relation au risque de pauvreté un sujet d'étude en soi. Si la « pauvreté monétaire relative » constitue un indicateur d'inégalité et si la « pauvreté en conditions de vie » correspond à un indicateur de privation matérielle, le « sentiment de pauvreté » renvoie, quant à lui, à une « *condition caractérisée par une insécurité sociale durable* ».

L'Adavip change de nom...

Dans son édition du 28 décembre 2021, le *Journal officiel* (« Associations et fondations d'entreprise ») annonce le changement de titre de l'Association départementale d'aide aux victimes d'infractions pénales de la Mayenne (Adavip 53) qui devient « **Vic-times et prévention pénale 53** ».

Son nouvel objet : mettre à la disposition des personnes se présentant comme victimes d'infractions pénales ou d'événements collectifs, une structure d'accueil, d'information et d'accompagnement juridique, psychologique et social, en lien avec le judiciaire ; mettre en œuvre les mesures alternatives aux poursuites prescrites par les magistrats du ministère public et exercer toute activité socio-judiciaire qui pourrait lui être confiée ; promouvoir un travail partenarial dans le domaine des politiques publiques d'aides aux victimes, de prévention de la délinquance et de l'accès au droit ainsi que participer à tous projets et dispositifs s'y rattachant.

La déclaration est datée du 1^{er} octobre 2021.



Par ailleurs, « *les conséquences sociales de la crise seraient plutôt à venir* », selon les personnes interrogées fin 2020. La part des personnes qui jugent leur situation actuelle mauvaise est en hausse (25 % en 2020, contre 19 % en 2019). C'est particulièrement le cas pour les jeunes adultes (de 18 à 29 ans), les travailleurs indépendants et dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants (20 % à 23 %).

Le sentiment d'être pauvre ou de risquer de le devenir augmente chez les jeunes (26 % en 2020, contre 20 % en 2019). Cette vulnérabilité est largement reconnue auprès des Français : « *En 2020, 53 % des personnes interrogées estiment que les 18-29 ans font face à un risque de pauvreté plus important que la moyenne des Français, contre 43 % en 2019* ».

Une dégradation financière déclarée chez un actif sur trois

S'agissant de la catégorie professionnelle, les employés et les ouvriers sont les plus exposés au sentiment de pauvreté. A contrario, 85 % des cadres et 72 % des professions intermédiaires « *s'estiment à l'abri du risque de pauvreté, une situation qui ne correspond, par exemple, qu'à 40 % des ouvriers* ».

En 2020, la crainte du chômage ou d'une perte de revenus est en forte augmentation : 48 % des actifs pensent qu'eux-mêmes ou l'un de leurs proches pourraient se retrouver au chômage dans les mois à venir, contre 38 % en 2019. Cette inquiétude concerne 62 % des ouvriers contre 34 % des cadres. Chez les jeunes de moins de 30 ans, cette préoccupation est également en hausse : elle est deux fois plus forte que chez les plus de 40 ans en activité (+ 15 points pour atteindre 63 %, contre + 8 points pour atteindre 42 %).

Fin 2020, un quart des personnes interrogées déclarent une dégradation de la situation financière de leur foyer suite à la crise sanitaire. C'est le cas d'un actif sur trois. En outre, « *cette situation est particulièrement fréquente parmi les personnes en contrat à durée déterminée (CDD) ou en intérim, les ouvriers et les indépendants* ».

Le sentiment d'intégration dans la société et la santé sont également en lien avec la dégradation de la situation financière : « *30 % des répondants dont la situation financière s'est dégradée depuis le début de la crise sanitaire et qui ont eu besoin d'un traitement ou d'un examen médical dans l'année déclarent y avoir renoncé, contre 19 % du reste de la population et 15 % ne se sentent pas bien intégrés dans la société (contre 6 %)* ».

Enfin, les deux tiers des personnes dont la situation financière s'est dégradée estiment que leurs revenus vont encore diminuer dans les mois à venir et se jugent pauvres ou exposés au risque de le devenir. En outre, « *46 % des personnes interrogées estiment qu'elles auraient besoin d'être davantage aidées par les pouvoirs publics, un chiffre proche de celui observé en 2019* ».

La pensée hebdomadaire

« Longtemps, on a considéré le complotisme comme anecdotique. Mais aujourd'hui, il a des répercussions réelles. Ainsi, la méfiance contre les vaccins, y compris par des personnalités politiques, a une incidence sur la couverture vaccinale d'un pays. Ceux qui nient le réchauffement climatique l'encouragent aussi par leurs actions. Enfin, avec des politiques considérés comme corrompus, le risque est d'installer au pouvoir un parti anti-démocratique, qui continuera de tordre la réalité à son profit. »

Sylvain Delouée, maître de conférences à Rennes-2, spécialiste des croyances collectives, « Comment le complotisme tord la réalité scientifique » (propos recueillis par Nicolas Blandin), *Ouest-France* du 19 novembre 2020.

Et si 2022 était la somme de nos rêves ?

Aidez-nous

à les « entendre »...

